N° 140
03 Mars 2019

# KOMITÉ POPILÈ

*jik an bout!*

**Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com**

## EDITORIAL

## LA BATAILLE DÉCISIVE ENTRE LES PEUPLES ET LEURS PRÉDATEURS A COMMENCÉ ! (1/2)

***Aucun doute n'est plus permis : un pas décisif est en train d'être franchi dans le double affrontement qui agite le monde aujourd'hui. Les puissances impérialistes occidentales sont conscientes que leur hégémonie est de plus en plus sapée par les coups de boutoirs de leurs rivaux. La poignée de prédateurs qui pille la planète et égorge les peuples réalise avec effroi son incapacité à contenir les luttes populaires qui se généralisent sur tous les continents. Alors, ils ont enclenché la « mère des batailles ».***

L'offensive a été lancée avec la première agression militaire contre l'Irak, en 1990. C'est à cette occasion que les impérialistes occidentaux ont commencé à saper ouvertement les bases des législations internationales adoptées après la seconde guerre mondiale.

Depuis, sans discontinuer et pour bafouer la souveraineté des pays indépendants, ils ont instrumentalisé les institutions internationales telles que le Conseil de sécurité de l'ONU, la Cour Pénale Internationale (CPI), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) -organisme non élu -, la Commission Européenne et les gouvernements portés au pouvoir par leur puissance financière et leurs empires médiatiques. Les Etats, les banques nationales, les représentations parlementaires, les élus des collectivités locales se sont vu ravir toutes leurs compétences significatives et tout pouvoir réel. Le droit syndical et les conventions collectives ont été détricotés. Tout ceci afin d'imposer un néolibéralisme barbare, de détruire les services publics et de livrer « le marché » sans partage aux multinationales et aux spéculateurs.

Aujourd'hui, incontestablement, nous assistons à une accélération de l'histoire. Si, dans le cadre des contradictions entre puissances rivales, les impérialistes ont lancé les premières escarmouches annonçant un conflit militaire majeur, plus essentiellement encore ce à quoi nous assistons actuellement, c'est à une bataille décisive entre les peuples et leurs prédateurs. La caste des profiteurs s'est carrément transformée en une mafia internationale usant de toutes les violences, de toutes les bassesses, de tous les déviances pour maintenir sa domination. Elle ne s'embarrasse plus de faux-semblants : Le gouvernement espagnol jette des élus Catalans en prison pendant qu'elle soutien l'usurpateur Guaido! Les forces de répression du régime français crève des yeux de « Gilets jaunes » et leur arrachent des mains pendant que Macron exige, pour appuyer une opposition subversive, la démission du Président Maduro démocratique élu avec 5.823.728 voix (68% des électeurs) ! Dans tous les pays capitalistes dits « démocratiques » la dictature s'installe (restriction du droit de manifester, arrestations arbitraires, censure de pages facebook, de vidéos Youtube, etc.) Dans le même temps, leurs gouvernements prétendent « porter la démocratie aux autres peuples » en avalisant des coups d'état institutionnels, en imposant des « sanctions » illégales, en volant les avoirs des états et de dirigeants politiques qu'ils veulent renverser et en déclenchant des interventions militaires.

Dans un tel contexte, nous n'hésiterons pas à paraphraser l'appel figurant dans l'hymne national français : « *Contre nous de la tyrannie, l'étendard sanglant est levé !* » Il est grand temps de « former nos bataillons ! »*. Car, aucune autre issue n'est possible : Seule la résistance des peuples pourra faire échouer l'offensive mortifère des profiteurs.

***(Suite de l'article dans le prochain numéro)***

---

* *Profitons-en pour dénoncer, d'une part, l'instrumentalisation de ce chant révolutionnaire aux notes duquel le tiers-état s'attaquait aux privilégiés et, d'autre part, le suprématisme raciste qui appelle à « abreuver les sillons d'un sang impur ». Aujourd'hui, on entend imposer « La Marseillaise » dans toutes les écoles et dans toutes les classes pour soumettre le peuple français à l'idéologie et à la dictature des classes dominantes.*

**PAWOL FONDOK**

***Si quelqu'un vous retire votre pain, il supprime en même temps votre liberté. Mais si quelqu'un vous ravit votre liberté, soyez tranquille, votre pain est menacé, car il ne dépend plus de vous et de votre lutte, mais du bon plaisir d'un maître.***

*Albert CAMUS*

# INITIATIVES ALTERNATIVES

## LE DRAPEAU ROUGE VERT NOIR EST INDISCUTABLEMENT LE SYMBOLE DE L'UNITE DE NOTRE PEUPLE !

*Dans le numéro 139 de « Jik An Bout » nous avions relayé l'appel de l'association IKIMA (Idantité ek Kilti Matinik) qui invitait les martiniquais et Martiniquaises à une marche au flambeau en l'honneur du drapeau Rouge Vert Noir. L'événement a été un grand succès !*

- Partis de la Maison des syndicats, les participants, galvanisés par le formidable groupe « Tanbou bô kannal, brandissant des dizaines de drapeaux et de flambeaux, se sont dirigés vers le bord de mer. Là, s'est déroulée une cérémonie en mémoire de nos ancêtres qui ont péri au cours de la traite pratiquée par les bateaux négriers, ceux-là même qui arboraient le pavillon aux quatre serpents. Une gerbe a été posée en mer.
- Plusieurs intervenants ont rappelé l'histoire des trois couleurs et la signification profonde de ce drapeau qui a toujours accompagné les luttes de notre peuple. Il a été précisé que la date du 21 février choisie pour cette marche avait une grande signification historique. Le 21 février, c'est la journée internationale de la lutte anti-colonialiste. C'est le 21 février 1944 qu'ont été exécutés les combattants internationalistes du groupe MANOUCHIAN par les Nazis. C'est le 21 Février 1965 qu'a été assassiné le grand leader MALCOM X.
- Le discours du Maire de Fort-de-France, Didier LAGUERRE a constitué un temps fort. En effet, il a affirmé sa conviction que nous sommes un peuple, que nous constituons une Nation et, qu'en tant que Martiniquais, il considérait le drapeau Rouge Vert Noir comme le sien. Le Maire de la Ville Capitale a annoncé son intention de proposer au conseil municipal qu'il soit installé au côté des drapeaux officiels français et européen*.

  Des prestations culturelles de qualité ont clôturé la soirée. Ce que beaucoup ont apprécié à l'occasion de cet événement, c'est le grand nombre de jeunes et d'enfants présents et le fort sentiment de fraternité qui y a prévalu.

*(*) Dès le mardi suivant, la promesse était tenue et la décision a été prise à l'unanimité par le conseil municipal.*

**1- Manmay en Frans ka défann drapo-nou !**

**2- Soutien spontané à Londres lors de la grève de 2009**

**3- Manifestation au bourg du Lorrain le mardi 26 Février**

# VENEZUELA :

## NON A L'INGERENCE EXTERIEURE ! NON A L'INTERVENTION MILITAIRE YANKEE ! SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE VENEZUELIEN !

Le mercredi 27 février, un groupe de Martiniquais et de Martiniquaises avait appelé les « Partisans de la paix au Venezuela et dans la caraïbe » à se rassembler sur l'esplanade de l'ATRIUM, pour dénoncer l'agression contre le Venezuela orchestrée par les Etats-Unis et pour exprimer le soutien du peuple Martiniquais au peuple Vénézuélien. L'appel indiquait que : « Une fois de plus les impérialistes Etatsuniens ont déclenché une offensive pour imposer leur domination à un pays souverain. Au mépris des règles élémentaires du droit international, avec la complicité active de gouvernements d'ultra-droite, en s'appuyant sur une campagne massive de désinformation, ils cherchent à renverser les dirigeants démocratiquement élus d'un pays qu'ils veulent livrer au pillage de leurs multinationales. L'agression en cours contre le Venezuela risque de déstabiliser toute la région caraïbe dont notre pays fait partie. »

La date de l'activité n'avait pas été choisie au hasard. C'est l'Assemblée Internationale des peuples, organisation qui regroupe des mouvements populaires de tous les continents, qui avait invité tous les partisans de la paix au Venezuela à organiser, ce jour là, des activités de soutien à la Révolution Bolivarienne. Ce 27 février marquait le trentième anniversaire de la mobilisation populaire contre le néolibéralisme connue sous le nom de « Caracazo ». Au cours de ce mouvement, entre 300 et 3000 civils, selon les sources, ont été tués par les forces de répression sous ordre du gouvernement de Carlos Andres PEREZ soutenu par les USA.

De nombreuses personnes sont venues signer la lettre adressée au Peuple Etatsunien par le Président Nicolas MADURO. Les représentants de plusieurs organisations et des personnes, à titre individuel, sont intervenues pour exprimer leur solidarité. Le Consul Général du Venezuela et la Consule en Martinique ont porté des éclairages sur la situation dans leur pays et exprimé leur remerciements au peuple Martiniquais pour le soutien manifesté.

★

# FOK SAV SA

## SUR TOUS LES CONTINENTS, LE VENT DE LA REVOLTE SE LEVE

***La lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le capitalisme ultralibéral et leur pillage est plus que jamais à l'ordre du jour. Aux États-Unis, la grève des enseignants s'amplifie et ceux-ci manifestent dans toutes les grandes villes du pays. En Afrique, les peuples se révoltent de plus en plus contre le franc CFA qui a fait tellement de mal à ce continent, notamment à Niamey capitale du Niger. En Amérique du Sud et dans la Caraïbe, les mobilisations contre les politiques néolibérales sont incessantes, comme en Argentine ou en Haïti. Les manifestations sont importantes dans tous les pays dont les gouvernements réactionnaires soutiennent la marionnette-Guaido de Washington pour dénoncer les agressions de l'impérialisme occidental. Mais, bien sûr, les médias aux ordres censurent toutes ces informations qui prouvent que, partout, les peuples sont déterminés à faire table rase de ce système et du nouvel ordre mondial que l'Occident veut instaurer. Jik An Bout reproduit des extraits d'un article informant sur la grève des enseignants aux USA.***

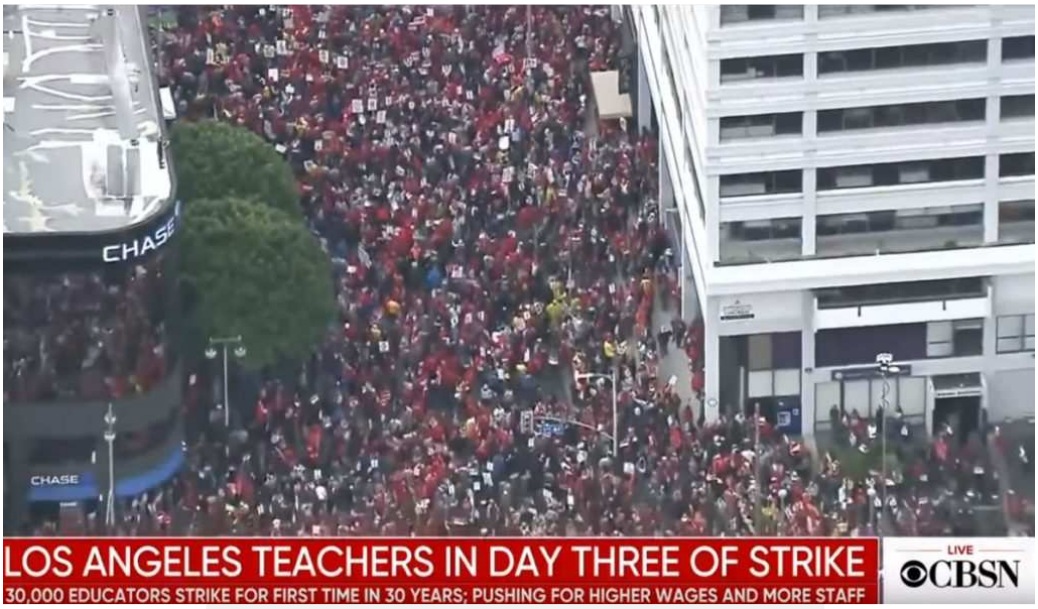
*Capture d'écran PBS — Grève des enseignants de Los Angeles, janvier 2019*

« ***Un vent de révolte souffle sur l'Amérique. Par dizaines de milliers, les enseignants et professeurs d'écoles se mettent en grève, vêtus de rouge, pour exiger des hausses de salaires et davantage de moyens. Après Chicago, la Virginie-Occidentale, l'Oklahoma et l'Arizona, c'est à Los Angeles que le corps enseignant vient de remporter une victoire historique. Au point de motiver leurs collègues de Denver pour déclencher à leur tour une grève de grande ampleur. Par*** *Politicoboy.*

Ces mouvements sociaux, massivement soutenus par les parents d'élèves et les communautés locales, ne visent pas uniquement à améliorer les conditions de travail des professeurs et d'apprentissage de leurs élèves, mais s'opposent avant tout à la dynamique de privatisation de l'éducation publique. Au point de la mettre à l'arrêt ? À en croire les résultats de Los Angeles, on serait tenté de répondre par l'affirmative.

(…) Neuf jours durant, trente-deux mille professeurs ont répondu à l'appel du syndicat UTLA (United teachers of Los Angeles) et provoqué la fermeture des établissements scolaires de la région, jusqu'à faire plier les autorités locales. La gentrification en cours à Los Angeles et la hausse du coût de la vie rendent toute grève reconductible difficile à organiser pour des enseignants qui ne peuvent généralement pas se permettre de sacrifier une semaine de salaire. Et dans une ville qui célèbre plus que nulle autre le culte de la réussite personnelle, rassembler trente-deux mille grévistes et maintenir leur cohésion pendant dix jours semble tenir du miracle. Le soutien massif des parents d'élèves et de l'opinion publique, en dépit d'une campagne médiatique particulièrement hostile, a contribué pour beaucoup à ce succès. L'altruisme et l'entraide étaient visibles jusqu'aux piquets de grève où les parents d'élèves venaient distribuer des repas chauds aux professeurs avant de danser en chantant leurs slogans sous la pluie.

.



*Capture d'écran YouTube du journal télévisé de CBS*

Le soir de la victoire, la présidente du syndicat UTLA, Arlene Inouye, expliquait à la revue socialiste *Jacobin* :

« Je sais que je suis épuisée, mais ça va me manquer. C'est vraiment spécial de pouvoir vivre cela. C'est magnifique. (…) L'isolement et les barrières auxquelles sont confrontés les enseignants au jour le jour — la grève les a fait voler en éclat. Un torrent d'amour, c'est ce que j'ai ressenti au cours de ce mouvement. Il y avait un réel sentiment de communion et d'amour pour l'autre. Bien sûr, il est difficile de faire grève, mais une fois que vous êtes lancé, c'est exaltant. Honnêtement, je ne pensais pas que les membres de notre syndicat auraient ce sentiment d'avoir autant de pouvoir.

Je pense qu'aujourd'hui, chacun se dit « j'ai gagné, nous avons tous gagnés ». Nous avons un immense pouvoir collectif. »

Les enseignants ont obtenu gain de cause sur toutes leurs revendications. La plus emblématique est le moratoire sur l'implantation des ***charter schools*** (écoles privées sous contrat, financées par de l'argent public) dans le district. Quant aux demandes plus concrètes et immédiates, les enseignants ont obtenu le rétablissement d'une infirmière à temps plein par établissement scolaire, la réduction du nombre d'enfants par classe, la remise en cause des fouilles discriminatoires des élèves, davantage de bibliothécaires et conseillers d'orientation et une impressionnante hausse de 6 % des salaires pour le corps enseignant.

Arlene Inouye s'avoue presque surprise d'un tel succès :

« Nous n'avons rien lâché sur nos principes. Mais ce qui a fait la différence, c'est le fait que trente-deux mille enseignants aidés par quinze mille parents d'élèves et des membres de leurs communautés ont tenu un piquet de grève dans chaque école du district. Nous avions cinquante mille syndiqués et sympathisants allant manifester chaque jour dans le centre-ville. Cela confère un immense pouvoir. »

Le lendemain, le district de Denver débutait l'organisation d'un mouvement de grève similaire. (…) »

★

## SUGGESTION DE LECTURE

☞ ***https://www.alainet.org/ Sémio-capitalisme : le big data à la place du contact humain*** ***par Nora Merlin***

☞ ***https://www.legrandsoir.info/ Les sondages ou l'art des prophéties auto-réalisatrices*** ***par Manuel BOMPARD***

# BILLET DU CNCP

## LES RETRAITES A L'OFFENSIVE !

***Les 27 et 28 février se tenait à Bogota (Colombie) le 2ème Congrès mondial des retraités en présence de délégations de 55 pays et d'une représentation de la Fédération syndicale mondiale (FSM). Dans un contexte où les politiques néolibérales sont particulièrement agressives à l'égard des retraités, ce congrès a permis de confronter les expériences de lutte et d'élaborer des stratégies de résistance. Nous reviendrons ultérieurement sur les travaux de cet important congrès. Le CNCP, invité, n'ayant pu y participer a adressé un message aux participants. Nous le publions ci-dessous.***

**CONSEIL NATIONAL DES COMITES POPULAIRES (CNCP) DE MARTINIQUE**

**Message au IIème Congrès de l'UIS des P&R de la FSM**
**(Bogota 27 et 28 février 2019)**

Le CNCP adresse ses plus vives félicitations au IIème Congrès de l'UIS des P&R de la FSM. A cette honorable assemblée nous souhaitons un travail fructueux qui puisse profiter à tous par delà les frontières géographiques et nationales et saluons en même temps tous les délégués qui ont pris fait et cause pour les P&R, marginalisés dans le contexte néolibéral dominant.

Ne pouvant participer physiquement aux travaux, nous avons tenu à vous adresser une contribution présentant la situation générale de nos ainés (P&R) de Martinique.

Notre pays, sous domination française depuis le 16ème siècle, est soumis à un statut juridique de Collectivité Territoriale depuis décembre 2015.

A l'heure où les acquis sociaux sont attaqués de toutes parts, il est important de rappeler, qu'en Martinique, ils n'ont jamais relevé de la bienveillance des colonialistes français. Ils ont été imposés par des luttes donnant lieu à de féroces répressions de la part de la soldatesque coloniale : grande grève de 1900 qui fit 10 morts et 21 blessés au François ; 1925 : tuerie au Diamant ; 1935 : marche de la faim avec occupation de Fort de France, etc. La dernière grande grève des ouvriers agricoles s'est soldée par 3 morts et des dizaines de blessés (Chalvet 1974).

Les lois sociales votées en France sont étendues très longtemps après en Martinique.

Dans ces conditions, les travailleurs ont été soumis tout au long de leur vie à des salaires très en deçà du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) alors en vigueur en France. En conséquence, en fin de carrière, ils se retrouvent avec de très basses pensions de retraite.

Selon des données officielles de la Caisse Générale de Sécurité Sociale, 55. 400 retraités du régime général ont perçu en moyenne une pension d'un montant de 769€, en 2012.

En ce qui concerne le régime agricole, ce montant tombe à 447€. Il faut préciser que dans le cas de certaines catégories (employées de maison ; ouvriers agricoles), aucune retraite complémentaire ne vient abonder ces maigres ressources. Cela, dans un contexte où le coût de la vie en Martinique est de 40% supérieur à celui qui a cours en France.

Concernant le régime général, le fonctionnement du système, jusqu'à une époque récente, a connu de graves dérives. Alors que les maitres de l'économie manifestaient leur hostilité vis à vis des avancées sociales, aucun contrôle n'a été instauré au départ et dans beaucoup de cas, alors que les cotisations étaient retenues, le travail n'était pas déclaré. En conséquence, au moment de partir à la retraite et en l'absence d'information préalable, les salariés sont confrontés à des reconstitutions de carrière dégradées et sous évaluées.

Eu égard au faible niveau des pensions accordées à la plupart des travailleurs, il a été institué un système de ***minimum vieillesse***. En Martinique les ayant-droit représentent 40% du total des pensionnés contre 25% en France. Les subsides accordés par le gouvernement pour atteindre ce minimum donnent lieu à des hypothèques garantissant leur remboursement par les héritiers.

A l'échelon des DOM (Département d'Outre-Mer), environ 50% des pensionnés en moyenne vivent sous le seuil de pauvreté.

Les grandes difficultés qui frappent la majorité des retraités de notre pays sont aggravées aujourd'hui par les politiques ultralibérales imposées par l'Union Européenne et le gouvernement français, et la tendance aujourd'hui est clairement à la récupération des avancées. On observe ainsi que les cotisations cogérées par le patronat et le monde syndical aiguisent l'appétit des prédateurs de la finance qui manœuvrent pour casser le modèle de retraite par répartition, au profit des assurances et autres fonds de pensions. D'autres dangers pointent à l'horizon, tel le projet de réforme de la *pension de réversion*.

En pareille circonstance la solidarité s'impose. Actifs et retraités ont des intérêts communs et la convergence de leurs luttes en vue de meilleures conditions de vie est à l'ordre du jour.

Nous rejetons fermement la réforme envisageant l'instauration d'un système à points, les systèmes de bonus-malus, l'augmentation du nombre d'annuités, le prélèvement d'impôts sur les pensions. Nous exigeons l'indexation stricte du montant des pensions sur l'augmentation des prix à la consommation.

Les richesses produites par les travailleurs doivent garantir une vie digne à tous les retraités. Ce sont les bénéfices colossaux réalisés par les grands groupes au profit exclusif d'actionnaires toujours plus avides qui doivent être remis en cause ! Les sommes astronomiques reversées en dividendes doivent permettre de garantir un revenu anti précarité universel opposable.

Camarades,

Face au cynisme ultra libéral, renforçons notre solidarité et mobilisons nous !

Nous souhaitons plein succès à vos travaux.

**Pour le CNCP :**
**Le Président Jean ABAUL**

# A BAS LE SIONISME !
# HONTE A CEUX QUI VEULENT LE BANALISER !

***Ceux qui veulent installer la confusion entre la dénonciation du sionisme et l'antisémitisme sont des antisémites invétérés et les plus grands ennemis des juifs. Pour s'en convaincre, on peut se rapporter à la lettre de l'historien israélien Shlomo Sand qui en faisait la leçon à Emmanuel Macron. Sa « lettre ouverte à M. le Président de la République française », traduite de l'hébreu par Michel Bilis, que jik An Bout reproduit ci-dessous, a été publiée le vendredi 21 juillet 2017 dans le club de Médiapart.***

Deir Yassin, 9 avril 1948 :
L'un des nombreux massacres de civils Palestiniens commis par les terroristes SIONISTES

« ***L'ancien étudiant en philosophie, l'assistant de Paul Ricœur a-t-il si peu lu de livres d'histoire, au point d'ignorer que nombre de juifs, ou de descendants de filiation juive se sont toujours opposés au sionisme sans, pour autant, être antisémites ?*** »

En commençant à lire votre discours sur la commémoration de la rafle du Vel'd'hiv, j'ai éprouvé de la reconnaissance envers vous. En effet, au regard d'une longue tradition de dirigeants politiques, de droite, comme de gauche, qui, au passé et au présent, se sont défaussés quant à la participation et à la responsabilité de la France dans la déportation des personnes d'origine juive vers les camps de la mort, vous avez pris une position claire et dénuée d'ambiguïté : oui la France est responsable de la déportation, oui il y a bien eu un antisémitisme, en France, avant et après la seconde guerre mondiale. Oui, il faut continuer à combattre toutes les formes de racisme. J'ai vu ces positions comme étant en continuité avec votre courageuse déclaration faite en Algérie, selon laquelle le colonialisme constitue un crime contre l'humanité.

Pour être tout à fait franc, j'ai été plutôt agacé par le fait que vous ayez invité Benjamin Netanyahou, qui est incontestablement à ranger dans la catégorie des oppresseurs, et ne saurait donc s'afficher en représentant des victimes d'hier. Certes, je connais depuis longtemps l'impossibilité de séparer la mémoire de la politique. Peut-être déployez-vous une stratégie sophistiquée, encore non révélée, visant à contribuer à la réalisation d'un compromis équitable, au Proche-Orient ? J'ai cessé de vous comprendre lorsqu'au cours de votre discours, vous avez déclaré que : « **L'antisionisme… est la forme réinventée de l'antisémitisme** ». Cette déclaration avait-elle pour but de complaire à votre invité, ou bien est-ce purement et simplement une marque d'inculture politique ? L'ancien étudiant en philosophie, l'assistant de Paul Ricœur a-t-il si peu lu de livres d'histoire, au point d'ignorer que nombre de juifs, ou de descendants de filiation juive se sont toujours opposés au sionisme sans, pour autant, être antisémites ? Je fais ici référence à presque tous les anciens grands rabbins, mais aussi, aux prises de position d'une partie du judaïsme orthodoxe contemporain. J'ai également en mémoire des personnalités telles Marek Edelman, l'un des dirigeants rescapé de l'insurrection du ghetto de Varsovie, ou encore les communistes d'origine juive, résistants du groupe Manouchian, qui ont péri. Je pense aussi à mon ami et professeur : Pierre Vidal-Naquet, et à d'autres grands historiens ou sociologues comme Eric Hobsbawm et Maxime Rodinson dont les écrits et le souvenir me sont chers, ou encore à Edgar Morin. Enfin, je me demande si, sincèrement, vous attendez des Palestiniens qu'ils ne soient pas antisionistes !

Je suppose, toutefois, que vous n'appréciez pas particulièrement les gens de gauche, ni, peut-être, les Palestiniens ; aussi, sachant que vous avez travaillé à la banque Rothschild, je livre ici une citation de Nathan Rothschild, président de l'union des synagogues en Grande-Bretagne, et premier juif à avoir été nommé Lord au Royaume Uni, dont il devint également la gouverneur de la banque. Dans une lettre adressée, en 1903, à Théodore Herzl, le talentueux banquier écrit : « ***Je vous le dis en toute franchise : je tremble à l'idée de la fondation d'une colonie juive au plein sens du terme. Une telle colonie deviendrait un ghetto, avec tous les préjugés d'un ghetto. Un petit, tout petit, Etat juif, dévot et non libéral, qui rejettera le Chrétien et l'étranger.*** » Rothschild s'est, peut-être, trompé dans sa prophétie, mais une chose est sûre, cependant : il n'était pas antisémite !

Il y a eu, et il y a, bien sûr, des antisionistes qui sont aussi des antisémites, mais je suis également certain que l'on trouve des antisémites parmi les thuriféraires du sionisme. Je puis aussi vous assurer que nombre de sionistes sont des racistes dont la structure mentale ne diffère pas de celle de parfaits judéophobes : ils recherchent sans relâche un ADN juif (ce, jusqu'à l'université où j'enseigne).

Pour clarifier ce qu'est un point de vue antisioniste, il importe, cependant, de commencer par convenir de la définition, ou, à tout le moins, d'une série de caractéristiques du concept : « **sionisme** » ; ce à quoi, je vais m'employer le plus brièvement possible. Tout d'abord, le sionisme n'est pas le judaïsme, contre lequel il constitue même une révolte radicale. Tout au long des siècles, les juifs pieux ont nourri une profonde ferveur envers leur terre sainte, plus particulièrement pour Jérusalem, mais ils s'en sont tenus au précepte talmudique qui leur intimait de ne pas y émigrer collectivement, avant la venue du Messie. En effet, la terre n'appartient pas aux juifs mais à Dieu. Dieu a donné et Dieu a repris, et lorsqu'il le voudra, il enverra le Messie pour restituer. Quand le sionisme est apparu, il a enlevé de son siège le « Tout Puissant », pour lui substituer le sujet humain actif. Chacun de nous peut se prononcer sur le point de savoir si le projet de créer un Etat juif exclusif sur un morceau de territoire ultra-majoritairement peuplé d'Arabes, est une idée morale. En 1917, la Palestine comptait 700.000 musulmans et chrétiens arabes et environ 60.000 juifs dont la moitié étaient opposés au sionisme. Jusqu'alors, les masses du peuple yiddish, voulant fuir les pogroms de l'empire Russe, avaient préféré émigrer vers le continent américain, que deux millions atteignirent effectivement, échappant ainsi aux persécutions nazies (et à celles du régime de Vichy).

En 1948, il y avait en Palestine : 650 000 juifs et 1,3 million de musulmans et chrétiens arabes dont 700.000 devinrent des réfugiés : c'est sur ces bases démographiques qu'est né l'Etat d'Israël. Malgré cela, et dans le contexte de l'extermination des juifs d'Europe, nombre d'antisionistes sont parvenus à la conclusion que si l'on ne veut pas créer de nouvelles tragédies, il convient de considérer l'État d'Israël comme un fait accompli irréversible. Un enfant né d'un viol a bien le droit de vivre, mais que se passe-t-il si cet enfant marche sur les traces de son père ?

Et vint l'année 1967 : depuis lors Israël règne sur 5,5 millions de Palestiniens, privés de droits civiques, politiques et sociaux. Ils sont assujettis par Israël à un contrôle militaire : pour une partie d'entre eux, dans une sorte de « **réserve d'Indiens** » en Cisjordanie, tandis que d'autres sont enfermés dans un « **réserve de barbelés** » à Gaza (70% de ceux-ci sont des réfugiés ou des descendants de réfugiés). Israël, qui ne cesse de proclamer son désir de paix, considère les territoires conquis en 1967 comme faisant intégralement partie de « la terre d'Israël », et s'y comporte selon son bon vouloir : jusqu'à présent, 600 000 colons israéliens juifs y ont été installés….et cela n'est pas terminé !

**Est-cela le sionisme d'aujourd'hui ? Non ! Répondront mes amis de la gauche sioniste qui ne cesse de se** rétrécir, et ils diront qu'il faut mettre fin à la dynamique de la colonisation sioniste, qu'un petit État palestinien étroit doit être constitué à côté de l'État d'Israël, que l'objectif du sionisme était de fonder un État où les juifs exerceront la souveraineté sur eux-mêmes, et non pas de conquérir dans sa totalité « **l'antique patrie** ». Et le plus dangereux dans tout cela, à leurs yeux : l'annexion des territoires occupé constitue une menace pour Israël en tant qu'État juif.

Voici précisément le moment de vous expliquer pourquoi je vous écris, et pourquoi, je me définis comme non-sioniste, ou antisioniste, sans pour autant devenir antijuif. Votre parti politique inscrit, dans son intitulé : « **La République** », c'est pourquoi je présume que vous êtes un fervent républicain. Et dussé-je vous étonner : c'est aussi mon cas. Donc, étant démocrate et républicain, je ne puis, comme le font sans exception tous les sionistes, de droite comme de gauche, soutenir un État juif. Le Ministère de l'Intérieur israélien recense 75% de ses citoyens comme juifs, 21% comme musulmans et chrétiens arabes et 4% comme « **autres** » (sic). Or, selon l'esprit de ses lois, Israël n'appartient pas à l'ensemble des Israéliens, mais aux juifs du monde entier qui n'ont pas l'intention de venir y vivre. Ainsi, par exemple, Israël appartient beaucoup plus à Bernard Henry-Lévy et à Alain Finkielkraut qu'à mes étudiants palestino-israéliens qui s'expriment en hébreu, parfois mieux que moi-même ! Israël espère aussi qu'un jour viendra où tous les gens du CRIF, et leurs « **supporters** » y émigreront ! Je connais même des français antisémites que cette perspective enchante ! En revanche, on a pu entendre deux ministres israéliens, proches de Benjamin Nétanyahou, émettre l'idée selon laquelle il faut encourager le « transfert » des Israéliens arabes, sans que personne n'ait émis la demande qu'ils démissionnent de leurs fonctions.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, je ne peux pas être sioniste. Je suis un citoyen désireux que l'État dans lequel il vit soit une République israélienne, et non pas un Etat communautaire juif. Descendant de juifs qui ont tant souffert de discriminations, je ne veux pas vivre dans un État, qui, par son autodéfinition, fait de moi un citoyen doté de privilèges. A votre avis, Monsieur le Président : cela fait-il de moi un antisémite ? »

## AGENDA

### Deuxième séminaire « Savoir Pour Agir »

**Thème :**

**LUTTER POUR QUI ? LUTTER POUR QUOI ? LUTTER COMMENT ?**

**Samedi 16 Mars 2019 à Rivière Salée.**
**8h30 – 17h00**

**Rencontre ouverte à toute association ou toute personne intéressée.**

*Contacts pour renseignements et inscription :*
**0696.332.632 / 0696.50.94.99**

★

[www.jikanbouttv.com](http://www.jikanbouttv.com)

**A découvrir dans la catégorie culture :**

- **Les beautés de la Révolution Bolivarienne**
- **Le Groupe Banaya du Sénégal**

Pour nous contacter : jikanbouttv@gmail.com

★★★

**Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P**
***(Conseil National des Comités Populaires)***